



Ottawa ON, K1A 0L5

* lettre reçue le lundi 07 dec 2020
* date limite 30 janvier 2021 / P/f

Date

3 déc 2020

Numéro de compte

13147 4199 RR0001

Numéro de référence

CH200221237120

ATTN: MARIE BOURINET
7819 SOL CANADA INC.
3839 DE MENTANA
MONTRÉAL QC H2L 3R7

Sujet: Demande d'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance pour Conseil de la culture de Lanaudière

Marie Bourinet,

La présente fait suite à la demande d'enregistrement soumise au nom de Conseil de la culture de Lanaudière (le demandeur). Nous avons terminé l'examen de la demande et devons vous informer que, selon les renseignements que nous avons reçus, le demandeur n'a pas démontré qu'il est admissible à l'enregistrement comme organisme de bienfaisance selon la Loi de l'impôt sur le revenu (la Loi).

Admissibilité à l'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu

Pour qu'un demandeur puisse être enregistré, il doit démontrer qu'il relève de la bienfaisance en droit et qu'il répond à toutes les exigences de la Loi en matière d'enregistrement. Essentiellement, un demandeur doit satisfaire à un critère à deux volets établi par la Cour suprême du Canada¹ :

- il doit être constitué exclusivement à des fins de bienfaisance;
- il doit consacrer la totalité de ses ressources à des activités qui lui permettent de réaliser ses fins de bienfaisance².

Ce critère à deux volets doit être appliqué aux renseignements fournis par un demandeur, ainsi qu'à tout renseignement supplémentaire dont nous disposons. Comme l'a confirmé la Cour d'appel fédérale³, le demandeur est responsable de démontrer clairement qu'il satisfait aux exigences de la Loi et de la common law. Un organisme créé dans le but de réaliser une combinaison de fins qui relèvent de la bienfaisance et d'autres fins qui ne relèvent pas de la bienfaisance, ou dont les activités ne contribuent pas à l'avancement d'une fin de bienfaisance, ne sera pas admissible à l'enregistrement.

Un demandeur qui présente une demande de réenregistrement doit satisfaire à toutes les exigences **actuelles** en matière d'enregistrement. La loi, la politique publique et les exigences administratives sont modifiées au fil des ans. Cela signifie que même si le demandeur était éligible à l'enregistrement auparavant, il pourrait ne plus être éligible maintenant.

¹ Vancouver Society of Immigrant and Visible Minority Women c MRN, 1999 1 RCS 10 aux paragraphes 154 à 159.

² Selon la Loi, la définition de « fondation de bienfaisance » stipule que celle-ci doit être « constituée et administrée exclusivement à des fins de bienfaisance » et « œuvre de bienfaisance » signifie une organisation « dont la totalité des ressources est consacrée à des activités de bienfaisance qu'elle mène elle-même ».

³ Stop the Violence... Face the Music Society c La Reine, 1997 D.T.C. 5026.

Nous avons appliqué le critère à deux volets en examinant les fins et les activités du demandeur. Nous présentons nos préoccupations dans les paragraphes qui suivent.

Application du critère en deux volets

a) Le demandeur est-il constitué exclusivement à des fins de bienfaisance?

Pour devenir un organisme de bienfaisance enregistré selon la Loi, un demandeur doit être constitué exclusivement à des fins de bienfaisance⁴. Cela veut dire que chaque fin figurant dans le document constitutif d'un demandeur doit satisfaire aux exigences suivantes :

1. La fin doit s'inscrire sous l'une des quatre catégories de bienfaisance suivantes⁵ :

- le soulagement de la pauvreté
- la promotion de l'éducation
- la promotion de la religion
- certaines autres fins utiles à la communauté qui ont été reconnues par les tribunaux comme des fins de bienfaisance⁶,

2. La fin doit conférer au public un bénéfice qui relève de la bienfaisance et ne pas conférer un bienfait d'intérêt privé inacceptable⁷.

3. La fin doit définir la portée des activités du demandeur. En règle générale, toutes les ressources d'un organisme de bienfaisance doivent être consacrées à des activités qui lui permettent de réaliser des fins qui relèvent exclusivement de la bienfaisance⁸.

Nous avons examiné les fins du demandeur énoncées à l'article 5 de ses lettres patentes émises le 25 novembre 1993.

⁴ La Loi ne définit pas ce qui relève de la bienfaisance. Voir le paragraphe 248(1) « organisme de bienfaisance »; paragraphe 149.1(1) « fondation de bienfaisance », « œuvre de bienfaisance », « fondation privée » et « fondation publique ». Ces définitions utilisent le terme bienfaisance, mais ne le définissent pas (c.-à-d. une fondation de bienfaisance doit être « constituée et administrée exclusivement à des fins de bienfaisance » et la totalité des ressources d'une œuvre de bienfaisance doit être « consacrée à des activités de bienfaisance »). La seule exception est le paragraphe 149.1(1) qui comprend le « versement de fonds à un donataire reconnu » dans la définition de fins de bienfaisance.

⁵ Dans sa prise de décision, l'ARC doit s'appuyer sur la définition de bienfaisance selon la common law, qui énonce quatre grandes catégories de bienfaisance. Les quatre grandes catégories de fins de bienfaisance ont été décrites dans *Commissioners for Special Purposes of Income Tax v Pemsel*, [1891] AC 531 (HL). L'approche de classification a d'abord été explicitement approuvée par la Cour suprême du Canada dans *Guaranty Trust Co. du Canada c. Ministre du Revenu national*, [1967] CSC 133, et confirmé dans *Vancouver Society*, *Supra* note 1.

⁶ Cela ne signifie pas que toute fin qui est utile à la société est une fin de bienfaisance. Il est important de souligner que pour qu'une fin soit considérée comme une fin de bienfaisance conformément à la quatrième catégorie, l'Agence du revenu du Canada se fonde sur les décisions antérieures des tribunaux qui ont reconnu une fin semblable comme une fin de bienfaisance. La décision *A.Y.S.A. Amateur Youth Soccer Association c Canada* (Agence du revenu), 2007 CSC 42 au para 8 stipule que « Sauf indication contraire de la loi, il incombe aux tribunaux de déterminer, en se fondant sur la jurisprudence, si, pour l'application de la loi, des activités ont ou non un caractère de bienfaisance ». Voir aussi *Vancouver Society*, *supra* note 1 au para 150.

⁷ Une fin ne peut relèver de la bienfaisance sauf si elle confère, ou peut conférer, un bénéfice au public. Voir *McGovern v AG*, [1982] 3 All ER 439 et *Vancouver Society*, *Supra* note 1, au para. 147.

⁸ *Vancouver Society of Immigrant and Visible Minority Women c MRN*, 1999 1 RCS 10 aux paragraphes 154 à 159.

Nous sommes d'avis que les fins du demandeur sont trop **générales** et **vagues** pour qu'il puisse être enregistré comme un organisme de bienfaisance⁹. Nous voulons dire par « trop générales » que les fins peuvent permettre des activités qui ne relèvent pas de la bienfaisance, ou qui peuvent accorder un bénéfice privé inacceptable. Nous voulons dire par « trop vagues » que les fins pourraient être interprétées de différentes façons.

En effet, il existe un principe fondamental dans le domaine du droit de la bienfaisance selon lequel une fin, pour relever de la bienfaisance, ne doit pas être énoncée de façon vague ou large, de manière à permettre la réalisation d'activités qui ne relèvent pas de la bienfaisance. De plus, une fin, soit de façon expresse ou par son contexte, doit identifier la condition à soulager, la classe de bénéficiaires et les bienfaits attendus. Enfin, pour que les bienfaits escomptés relèvent de la bienfaisance, ils devraient être directs, concrets et mesurables.

Par conséquent, la fin énoncée devrait préciser pourquoi l'organisme poursuit son objectif (p. ex. soulager la pauvreté), de quelle façon il l'atteindra (p. ex. une soupe populaire) et qui bénéficiera de l'accomplissement de cet objectif (p. ex. les personnes pauvres d'une région donnée). Une fin énoncée qui omet l'un ou l'autre de trois éléments ci-mentionnés ne relève pas exclusivement de la bienfaisance. Une fin énoncée qui omet l'un ou l'autre des trois éléments ci-mentionnés ne relève pas de la bienfaisance. Le fait de simplement référer à une catégorie de fins de bienfaisance ne suffit pas à satisfaire à ces exigences, car cela n'assure pas qu'un bienfait d'intérêt public est conféré et ne définit pas la portée des activités que l'organisme peut mener.

Reliant ce qui précède au demandeur, nous notons que les fins du demandeur sont rédigées au moyen des expressions telles que « favoriser la participation », « politiques culturelles », « favoriser la collaboration », « organismes culturels », « voir à la formation d'une culture propre au Québec », « développement culturel », « les priorités régionales au plan culturel », « activités culturelles », « susciter le développement de nos sources de revenus au profit des organismes culturels », etc. Ces expressions et l'étendue d'activités envisagées par le demandeur sont suffisamment larges pour permettre au demandeur d'entreprendre une vaste gamme d'activités qui ne relèvent pas nécessairement de la bienfaisance en droit.

En outre, le fait de promouvoir, de favoriser et d'appuyer les activités d'autres organismes ne démontre pas une entreprise de bienfaisance; en réalité, cela semble s'éloigner légèrement d'une participation réelle à l'activité de bienfaisance. De telles expressions semblent indiquer que le demandeur ne mène pas lui-même des activités de bienfaisance mais qu'il appuie plutôt les activités d'autres organismes.

Nous notons également que le demandeur utilise le terme "culturel" dans ses fins. À cet égard, veuillez prendre note que la notion de culture est vague et la promotion de la culture peut signifier différentes choses pour différentes personnes. Cela peut vouloir dire la promotion des intérêts d'une collectivité donnée, ou bien la promotion des institutions et des pratiques d'un groupe identifiable historiquement. La promotion de la culture n'a pas l'élément nécessaire d'un bienfait d'intérêt public pour relever de la bienfaisance parce qu'elle ne profite pas à l'ensemble de la collectivité ou à une composante suffisante de celle-ci. Toutefois, nous considérons que l'amélioration des connaissances et de l'appréciation du public relativement à l'art, à l'histoire et à la langue d'une culture donnée relève de la bienfaisance selon l'avancement de l'éducation. Cependant, le but de l'organisme doit être clair. Il existe une différence importante entre éduquer les gens au sujet d'une culture donnée, ce qui relève de la bienfaisance, et en faire la promotion, ce qui n'en relève pas. Ainsi, les fins du demandeur ne semblent pas s'inscrire clairement sous une des quatre catégories de fins de bienfaisance. Globalement, elles visent la promotion de la culture et des activités culturelles dans la région de Lanuadière, ce qui ne relève pas de la bienfaisance.

⁹ Vancouver Society, supra note 1 au para 158; Travel Just c Canada (Agence du revenu), 2006 CAF 343, [2007] 1 CTC 294.

De plus, certaines fins du demandeur font allusion à la collaboration avec d'autres organismes et à l'utilisation des ressources entre les dits organismes. À cet égard, nous tenons à porter à votre attention que selon la Loi¹⁰, un organisme de bienfaisance doit consacrer toutes ses ressources à des activités de bienfaisance qu'il mène lui-même. Les activités sont considérées comme relevant de la bienfaisance si elles contribuent à la réalisation d'une fin de bienfaisance. Ainsi, selon le droit canadien, un organisme qui se voit accorder le statut d'organisme de bienfaisance enregistré peut seulement utiliser ses ressources (ses fonds, son personnel et ses biens) de deux façons, autant au Canada qu'à l'étranger :

- pour mener ses **propres** activités¹¹
- pour faire des dons à des **donataires reconnus**¹²

Par conséquent, sauf si un organisme de bienfaisance fait don de ses ressources à un donataire reconnu, nous exigeons qu'il démontre que les activités auxquelles ses ressources sont consacrées sont initiées et dirigées par lui et qu'elles sont réalisées sous sa supervision et son contrôle. Ainsi, nous sommes d'avis que les fins en question pourraient permettre au demandeur d'entreprendre des collaborations qui contreviennent aux exigences de la Loi.

Par conséquent, nous sommes d'avis que les fins du demandeur ne relèvent pas de la bienfaisance en droit.

Pour être admissible à l'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance, un organisme doit être constitué à des fins qui relèvent de la bienfaisance en droit. Les fins doivent être exprimées en termes clairs qui limitent la portée des activités de l'organisme.¹³

Nous recommandons au demandeur de ne **pas** modifier officiellement ses fins pour le moment, parce que cela ne suffirait pas à rendre le demandeur admissible à l'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance. Si le demandeur choisit de répondre à cette lettre, sa réponse doit inclure les changements proposés à ses fins qui démontrent qu'il est constitué exclusivement à des fins de bienfaisance.

b) Les ressources du demandeur sont-elles consacrées à des activités qui visent à réaliser des fins de bienfaisance?

¹⁰ Paragraphe 149.1(1) de la Loi

¹¹ C'est-à-dire les activités que contrôle et supervise directement le demandeur et pour lesquelles il est en mesure de rendre entièrement compte des fonds dépensés.

¹² Pour obtenir une liste complète des donataires reconnus, allez à canada.ca/organismes-bienfaisance-dons et cliquez sur « Liste des organismes de bienfaisance et autres donataires reconnus ».

¹³ Pour plus de renseignements, consultez les lignes directrices CG-019, Comment rédiger des fins qui satisfont aux exigences de la bienfaisance en matière d'enregistrement, en allant à canada.ca/fr/services/impots/bienfaisance.html et en sélectionnant « Présenter votre demande d'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance » suivi par « Politiques et lignes directrices ».

L'énoncé des activités d'un demandeur doit comporter une description détaillée de la façon dont ses programmes sont liés à **chacune** de ses fins¹⁴. Un demandeur ne peut pas simplement exprimer ses buts. Il doit fournir de véritables plans détaillés¹⁵ portant sur ses activités actuelles et proposées et démontrer que celles-ci contribuent à l'avancement de ses fins de bienfaisance. Ne pas fournir suffisamment de renseignements, ou ne pas démontrer que le demandeur consacre **toutes** ses ressources à des activités de bienfaisance, constituent des motifs justifiant le refus d'une demande d'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance¹⁶.

Selon les renseignements fournis par le demandeur, ainsi que les renseignements dont nous disposons et les renseignements accessibles au public, nous sommes d'avis que le demandeur n'est pas présentement admissible à l'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance parce qu'il

ne nous a pas fourni suffisamment de renseignements pour démontrer clairement que ses activités contribuent à la réalisation d'une fin de bienfaisance.

Nous vous faisons part de nos préoccupations ci-dessous.

Arts et avancement de l'éducation : la journée des ambassadeurs

Les organismes qui exercent des activités artistiques peuvent être admissibles à l'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance si toutes leurs activités contribuent à la réalisation d'une ou des fins de bienfaisance. Par exemple, enseigner ou offrir une formation aux artistes, aux étudiants inscrits en arts, ou au public à travers les activités suffisamment structurées peut contribuer à la réalisation d'une fin de bienfaisance sous l'avancement de l'éducation. En outre, l'exposition, la présentation, ou la prestation d'oeuvres artistiques sont des activités qui peuvent contribuer à la réalisation d'une fin de bienfaisance en contribuant à l'appréciation des arts par le public.

Éduquer le public sur un sujet ou un enjeu en particulier peut relever de la bienfaisance sous l'avancement de l'éducation. Les tribunaux¹⁷ ont conclu que l'avancement de l'éducation au sens de la bienfaisance comprend la formation classique de l'esprit ou l'amélioration d'une branche utile du savoir humain. Pour relever de la bienfaisance sous l'avancement de l'éducation, l'organisme doit offrir les renseignements ou la formation d'une manière structurée et pour une fin véritablement éducative, c'est-à-dire, dans le but d'améliorer les connaissances ou les aptitudes des bénéficiaires.

¹⁴ Pour en savoir plus sur la façon de décrire les activités du demandeur, allez à canada.ca/organismes-bienfaisance-dons et cliquez sur « Demande d'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance ou d'autre donataire reconnu », suivi par « Demander à devenir un organisme de bienfaisance enregistré », ensuite « Présenter une demande d'enregistrement » et « Décrire vos activités ».

¹⁵ Veuillez noter que, comme le mentionne l'alinéa 149.1(4.1)c) de la Loi, le ministre peut révoquer l'enregistrement d'un organisme de bienfaisance enregistré si l'organisme de bienfaisance a délibérément fait une déclaration fausse ou trompeuse afin d'obtenir son enregistrement.

¹⁶ Dans la décision *STV Stop the Violence...Face the Music Society c La Reine*, 97 D.T.C. 5026, la Cour d'appel fédérale a fait observer que : « Puisque les avantages attachés au statut d'organisme de charité sont importants, il incombe à ceux qui demandent ce statut de démontrer clairement que leurs activités sont manifestement orientées vers des objectifs charitables au sens juridique du terme » [traduction]. De plus, dans l'affaire *Action des femmes handicapées (Montréal) c MNR*, [1998] ACF no 917, la Cour a statué que « L'appelante a le fardeau de prouver qu'elle est un organisme de charité au sens du paragraphe 149.1(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu ». En outre, dans la décision *Sagkeeng Memorial Arena Inc. c Canada (Revenu national)*, 2012 CAF 171 au para 9, la Cour d'appel fédérale a estimé qu'« Avant de consentir à l'enregistrement, le ministre est en droit d'exiger des renseignements crédibles et détaillés ».

¹⁷ *Vancouver Society of Immigrant and Visible Minority Women c. M.R.N.*, [1999] 1 C.S.C. 10

Cependant, les tribunaux ont également conclu que le simple fait de distribuer ou de diffuser des renseignements n'avance pas l'éducation au sens de la bienfaisance. Autrement dit, il ne suffit pas simplement d'informer les gens, de les sensibiliser, d'échanger des idées ou de partager des renseignements sur un sujet donné. Ces activités n'ont pas la structure et l'élément d'apprentissage nécessaires pour être considérées comme faisant avancer l'éducation au sens de la bienfaisance. Pour être admissible à titre d'organisme de bienfaisance, le demandeur doit démontrer que ses activités de sensibilisation sur un sujet donné sont menées dans le cadre d'activités éducatives structurées.

Reliant ce qui précède au demandeur, il indique qu'il veut « faire connaître auprès des professeurs du primaire et du secondaire de la région de Lanaudière Nord, les nombreux métiers artistiques existant en leur donnant l'opportunité de découvrir une journée dans l'année différentes professions artistiques(arts visuels, littérature , peinture) et de leur donner également l'opportunité de rencontrer des artistes professionnels à travers des kiosques d'informations, du réseautage, des performances scénique. » Il indique également que « Culture Lanaudière et la commission scolaire de la Samres encouragent conjointement les établissements scolaires de la région de Lanaudière à faire connaître et à offrir de nouvelles activités culturelles et artistiques aux élèves du primaire et du secondaire... »

Nous soulignons que faire connaître différents métiers artistiques, organiser des rencontres avec des artistes professionnels et encourager les établissements à offrir des activités culturelles, ne rencontrent pas nos exigences pour relever de l'avancement de l'éducation selon la bienfaisance. C'est assimilable à une simple diffusion d'informations. Par contre, offrir des cours, des séminaires d'information et des ateliers axés sur l'acquisition ou le perfectionnement des compétences dans le domaine des arts et offrir des occasions aux étudiants ou aux jeunes et nouveaux artistes d'exposer, de présenter ou d'accomplir leurs oeuvres ou de perfectionner leur art ou leurs compétences devant le public constituerait des activités acceptables, pourvu qu'elles fassent partie d'un programme éducatif plus vaste¹⁸.

Bienfait d'intérêt privé - promotion des artistes à travers « Le printemps du livre », « Entente du territoire » et « Grand prix de la culture »

Les fins et activités d'un organisme de bienfaisance doivent conférer un bienfait d'intérêt public plutôt qu'un bienfait d'intérêt privé. Le critère du bienfait d'intérêt public comporte deux volets, chaque volet s'appliquant de façon quelque peu différente aux quatre catégories de fins de bienfaisance :

- le premier volet du critère exige généralement qu'un avantage tangible soit conféré directement ou indirectement (plus récemment, dans le contexte canadien, cette exigence a aussi été décrite comme un bienfait mesurable de façon objective et utile au plan social)
- le deuxième volet du critère exige que le bénéfice conféré ait un caractère public, c'est-à-dire qu'il vise le public dans son ensemble ou encore, une composante suffisante du public

¹⁸ Pour en savoir plus, consultez les lignes directrices, Activités artistiques et l'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance, CG-018. Pour ce faire, allez à canada.ca/organismes-bienfaisance-dons et cliquez sur « Demande d'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance ou d'autre donataire reconnu », suivi par « Politiques et lignes directrices ».

Quant au bienfait d'intérêt privé, il vise les intérêts d'un groupe bien défini, tel que des entités désignées ou des particuliers, plutôt que ceux du public dans son ensemble. Même si les organismes de bienfaisance ne peuvent pas être établis pour procurer des bienfaits d'intérêt privé, il arrive que ceux-ci surviennent lors de la poursuite d'objectifs de bienfaisance. Cependant, tout bénéfice conféré à une personne ou à un groupe de personnes doit découler directement de la poursuite des fins de bienfaisance de l'organisme ou être accessoire à la poursuite de ces fins. Le bienfait d'intérêt privé n'est donc acceptable que lorsqu'il est une conséquence mineure et accessoire de la poursuite d'une fin de bienfaisance¹⁹.

- Reliant ce qui précède au demandeur, nous notons que le demandeur donne accès à des formations continues et des formations individuelles à ses membres, à un tarif préférentiel ce qui confère un bienfait d'intérêt privé inacceptable pour les membres.

En outre, le demandeur a aussi indiqué qu'il offre un salon de livre « Le printemps du livre » pour sensibiliser et éduquer les familles à la lecture en leur offrant une fois par an l'accès au salon du livre s'adressant à toutes les générations de la famille (dont un important volet jeunesse).

- Cependant, Le salon du livre sert à faire la promotion des oeuvres des auteurs exposants, et par conséquent de leurs intérêts commerciaux, ce qui leur confère des bienfaits d'intérêt privé. Si c'est le cas, cette activité ne pourrait donc se qualifier comme activité de bienfaisance. Toutefois, les conférences et les ateliers de lecture qui y sont organisés peuvent contribuer à l'atteinte de fins éducatives.

Quoiqu'un salon du livre soit un lieu pouvant donner l'occasion d'offrir des activités éducatives relevant de la bienfaisance, nous considérons qu'organiser un tel événement ne poursuit pas, en soi, une fin de bienfaisance. La justification en est que l'organisation et l'exploitation d'un salon du livre implique un aspect commercial omniprésent. Le but ultime d'un salon du livre semble être d'offrir aux exposants un marché où ceux-ci peuvent promouvoir et vendre leurs oeuvres, ce qui leur confère des bienfaits d'intérêt privé qui sont plus qu'accessoire à la réalisation de fins de bienfaisance.

- Également, le demandeur a indiqué qu'il fait une « Entente de territoire » qui consiste à recevoir les artistes et les oriente dans leurs demandes de subventions. Nous considérons que cet activité de financement pourrait accorder un bénéfice privé plus qu'accessoire pour les artistes qui présentent une demande de subvention.
- À cet égard, dans le cadre d'un organisme oeuvrant dans le domaine des arts, nous précisons que des activités visant la promotion des intérêts professionnels ou les aspirations personnelles d'artistes seraient incompatibles avec l'enregistrement comme organisme de bienfaisance. La justification en serait que de telles activités pourraient permettre l'octroi d'un bienfait d'intérêt privé plus qu'accessoire en apportant un bénéfice à ces artistes, soit par la facilitation de leur travail, ou par la vente ou la promotion de leurs oeuvres. Un organisme créé, même en partie, afin de faciliter la promulgation des intérêts professionnels des artistes ne saurait rencontrer l'exigence légale en matière du bienfait d'intérêt public²⁰.

À la lumière de ce qui précède, nous sommes d'avis que le demandeur mène des activités qui confèrent un bienfait d'intérêt privé inacceptable. En conséquence, il ne peut se qualifier à titre d'organisme de bienfaisance enregistré.

¹⁹ Pour en savoir plus, consultez les lignes directrices CPS-024, Satisfaire au critère du bienfait d'intérêt public, en allant à canada.ca/fr/services/impots/bienfaisance.html et en sélectionnant « Présenter votre demande d'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance » suivi par « Politiques et lignes directrices ».

²⁰ Pour plus de renseignements sur les activités artistiques et l'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance, veuillez consulter nos lignes directrices CG-018, Activités artistiques et enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance, à www.arc.gc.ca/chrts-gvng/chrts/plcy/cgd/rts-ctvts-fra.html.

En outre, dans la description d'activités du demandeur, il est indiqué que celui-ci prévoit offrir des prix en organisant l'activité « Grand prix de la culture » mettant en valeur les artistes, organismes, bénévoles et intervenants du milieu culturel de la région et durant lequel une vingtaine de prix est remise aux lauréats. À cet égard, nous tenons à souligner que l'octroi de prix aux artistes peut relever de la promotion de l'industrie artistique.

Or, sans davantage d'information relative aux critères de sélection des artistes, nous ne pouvons déterminer que cette activité fait effectivement avancer une fin de bienfaisance. Par exemple, il ne nous est pas possible de déterminer si par le biais des prix le demandeur entend financer des projets ou des artistes, ce qui constituerait un bienfait d'intérêt privé, ou plutôt octroyer des prix d'excellence, qui seraient par exemple basées sur des compétitions de prestations d'artistes de haut niveau, ou sur le niveau de qualité d'oeuvres ayant été présentées au public, ce qui pourrait promouvoir l'industrie artistique. Ainsi, pour s'assurer que l'élément nécessaire d'un bienfait d'intérêt public est respecté, un demandeur doit décrire ce qui suit :

- les critères d'admissibilité et de sélection qu'il utilise pour distribuer ces prix;
- la composition du comité de sélection;
- la façon et l'endroit où les prix sont annoncés;
- les montants qui seront attribués; et
- la façon dont les fonds seront distribués.

Dans la situation présente, le demandeur ne nous a pas fourni les renseignements nécessaires sur son activité d'attribution de prix. Par conséquent, nous ne pouvons pas déterminer si cet aspect des activités du demandeur relèvera exclusivement de la bienfaisance en droit.

Dans l'éventualité d'une réponse, le demandeur devra fournir des précisions pour démontrer que les prix qu'il prévoit attribuer dans le cadre de ses activités répondent aux exigences mentionnés ci-haut et devrait démontrer qu'il n'y a aucun don fait à des donateurs non reconnus.

Activités commerciales

Pour être enregistré à titre d'organisme de bienfaisance, un demandeur doit satisfaire à certaines exigences prévues par la Loi. Le demandeur doit, notamment, avoir été constitué en tant qu'organisme à but non lucratif. Toutefois, un organisme de bienfaisance peut exploiter une **activité commerciale complémentaire**. Il s'agit d'une activité menée en totalité ou presque par des bénévoles (par « totalité ou presque », on entend 90 %) ou qui est liée et subordonnée aux fins de bienfaisance de l'organisme. C'est pourquoi les activités commerciales d'un organisme de bienfaisance qui ne sont pas menées en totalité ou presque par des bénévoles doivent, à tout le moins, satisfaire à l'un des critères suivants pour être considérées comme étant liées aux fins de bienfaisance :

- elles viennent compléter les programmes de bienfaisance d'un organisme ou en améliorent la qualité
- elles sont un dérivé d'un programme de bienfaisance
- elles consistent en une utilisation de la capacité excédentaire
- elles consistent en la vente d'articles faisant la promotion de l'organisme de bienfaisance ou de ses fins

Pour qu'une activité commerciale soit subordonnée, elle doit toujours être secondaire par rapport aux fins de bienfaisance de l'organisme. De plus, un organisme de bienfaisance doit consacrer au moins 90 % de ses ressources, financières et humaines, à des fins de bienfaisance. Étant donné qu'exercer des activités commerciales ne constitue pas une activité de bienfaisance, un organisme de bienfaisance enregistré peut donc seulement consacrer une faible proportion de son temps et de ses ressources à l'exercice d'une activité commerciale complémentaire²¹.

- Reliant ce qui précède au demandeur, il a indiqué dans son descriptif des activités qu'il opère une boutique en ligne « Le 4673 », qui n'est pas opérée par des bénévoles et où sont vendus les produits des artistes Lanaudois. Cependant, pour être acceptable aux fins de l'enregistrement, cette activité commerciale doit être liée et subordonnée aux fins de bienfaisance du demandeur.

En l'occurrence, nous sommes d'avis que l'opération de la boutique par le demandeur n'est pas subordonnée à la poursuite de ses fins de bienfaisance. Elle semble plutôt poursuivre une fin en soi qui ne relève pas de la bienfaisance et qui consiste à faire la promotion des artistes Lanaudois et la commercialisation de leurs produits ce qui leur confère un bienfait d'intérêt privé. En effet, nous notons que, le demandeur présente la boutique comme étant un « service de visibilité et de vente pour les artistes Lanaudois », ce qui indique que l'activité vise les intérêts d'un groupe de personnes bien défini plutôt que ceux du public dans son ensemble.

- En plus le demandeur offre des services payants sans aucun bénévole recruté, à travers « La fondation communautaire » qui consiste à ce que La fondation Lanaudière achète des services administratifs ou de gouvernance à l'organisme tout au long de l'année tels que : comptabilité, rédaction de procès verbaux ...

À cet égard, nous soulignons que si l'activité commerciale n'est pas exercée en grande partie par des bénévoles, et qu'elle est subordonnée et non liée, il s'agira d'activité commerciale non complémentaire et donc interdite en soi.

Partenariats

Tel que mentionné plus haut, un organisme de bienfaisance enregistré peut seulement utiliser ses ressources (fonds, bénévoles, employés et/ou biens) de deux façons, autant au Canada qu'à l'étranger. La première façon est au moyen de dépenses pour des activités menées par l'organisation même et la deuxième façon consiste à faire des versements à des donataires reconnus.

Reliant ce qui précède au demandeur, nous notons que le demandeur mentionne qu'il a des partenaires. Cependant, l'information transmise ne précise pas l'étendue des partenariats existant entre le demandeur et ses partenaires. Un organisme de bienfaisance enregistré canadien qui collabore avec d'autres organismes, doit décrire le degré et le type de collaboration qu'il va entretenir avec eux. Ces renseignements sont nécessaires pour nous permettre de déterminer si le demandeur conserve, en tout temps, la direction et le contrôle de ses activités et qu'il utilise ses ressources selon les exigences de la Loi.

²¹ Pour en savoir plus sur les activités commerciales complémentaires, consultez l'énoncé de politique CPS-019, Qu'est-ce qu'une activité commerciale complémentaire?, en allant à canada.ca/fr/services/impots/bienfaisance.html et en sélectionnant « Présenter votre demande d'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance » suivi par « Politiques et lignes directrices ».

Donc, dans l'éventualité d'une réponse, le demandeur devra clarifier l'étendue de tout partenariat et de toute coopération, financière ou autre, entre lui-même et d'autres organismes, ainsi que sur tout rôle joué par ses partenaires dans la mise en œuvre des activités du demandeur et sur tout rôle joué par le demandeur dans la mise en œuvre des activités de ses partenaires. Sans ces informations, nous ne pouvons déterminer si le demandeur utilise ses ressources d'une façon qui est conforme à la Loi ²².

Fins non-réflétées dans les activités

Comme nous l'avons mentionné précédemment, pour être admissible à l'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance, un organisme doit démontrer qu'il a été établi uniquement à des fins de bienfaisance et qu'il consacre ses ressources à des activités de bienfaisance qui visent à atteindre ces fins. L'énoncé des activités d'un demandeur doit comporter une description détaillée des programmes qui sont liés à chacune des fins indiquées dans son document constitutif. Il doit décrire de manière aussi détaillée que possible tous ses programmes et activités, actuels et futurs, qu'il entend mener pour atteindre chacune des fins inscrites à ses documents constitutifs. Or, dans le cas d'espèce, nous notons que le demandeur n'a pas fourni une description détaillée d'activités liées à chacune des fins contenues dans son document constitutif.

Si le demandeur choisit de répondre à la présente lettre, il doit nous, tel que nous l'avons recommandé plus haut, fournir une proposition de fins qui relèvent exclusivement de bienfaisance, une description détaillée de toute activité liée à chacune de ses fins proposées et de son mode d'opération dans leur mise en œuvre. Sans ces renseignements, nous ne pouvons pas déterminer si ces activités relèvent de la bienfaisance en droit.

Par conséquent, si le demandeur choisit de répondre à cette lettre, il doit aborder chacune des préoccupations mentionnées ci-dessus et fournir tous les documents pertinents.

Correspondance électronique

Vous recevez cette correspondance par courrier parce que vous avez choisi de ne pas recevoir de correspondance électronique. Veuillez noter que la correspondance électronique comporte plusieurs avantages, tels que :

- Recevoir de la correspondance de l'ARC et y répondre rapidement et de façon sécuritaire par le biais de Mon dossier d'entreprise, éliminant ainsi les délais et frais postaux, et réduisant le temps de traitement.
- La correspondance est conservée dans Mon dossier d'entreprise, éliminant ainsi le risque d'égarer les lettres.
- Protéger l'environnement en réduisant notre empreinte carbone.

Pour recevoir de la correspondance électronique, vous devez ajouter une adresse de courriel à votre compte RR. À cette fin, connectez-vous à Mon dossier d'entreprise et cliquez sur « Profil de l'entreprise », puis sur « Gérer les préférences d'avis » et sur « Ajouter une adresse de courriel ».

Conclusion

Pour chacune des raisons indiquées ci-dessus, nous ne pouvons pas approuver la demande d'enregistrement du demandeur comme organisme de bienfaisance selon la Loi de l'impôt sur le revenu.

²² Pour en savoir plus sur les partenariats, consultez les lignes directrices CG-004, Utilisation d'un intermédiaire afin de mener les activités d'un organisme de bienfaisance au Canada, en allant à canada.ca/fr/services/impots/bienfaisance.html et en sélectionnant « Présenter votre demande d'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance » suivi par « Politiques et lignes directrices ».

Tout renseignement supplémentaire qui peut nous être fourni nous aidera à décider si nous pouvons accorder l'enregistrement comme organisme de bienfaisance et fera partie de la demande officielle. Si le demandeur obtient l'enregistrement, ces renseignements pourraient être rendus publics, comme le permet la Loi²³. S'il n'est pas admissible à l'enregistrement comme organisme de bienfaisance, le demandeur pourrait vouloir opérer en tant qu'organisme à but non lucratif exempt d'impôt. Pour en savoir plus sur ce sujet, allez à **canada.ca/organismes-bienfaisance-dons** et cliquez sur « Demande d'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance ou d'autre donataire reconnu » suivi par « Demander à devenir un organisme de bienfaisance enregistré » et « Prendre une décision éclairée au sujet de l'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance ».

Nous avons joint une annexe décrivant en détail toutes les options qui s'offrent au demandeur.

Veuillez accepter mes salutations distinguées.

Naima Errihani
Analyste des organismes de bienfaisance
Direction des organismes de bienfaisance
Agence du revenu du Canada
343-572-3138

FAX: 613 952 6020

• Vacances / N Errihani
du 24 dec au 04 janvier 2021

²³ Paragraphe 241(3.2) de la Loi de l'impôt sur le revenu.